

DP

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse
Depuis 1963, un point de vue de gauche, réformiste et indépendant
En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

1917

Edition PDF du 4 juillet 2011
Les articles mis en ligne depuis DP 1916 du 27 juin 2011

DOMAINE
PUBLIC

Dans ce numéro

Le travail aliéné par la monnaie (André Gavillet)

Des remèdes pour les entreprises touchées par la cherté du franc

La santé de l'Allemagne est plus importante que le prix du franc (Alex Dépraz)

Les exportations helvétiques ne dépendent que de manière modérée des taux de change

Lutte contre la pauvreté: quand les clichés le disputent à l'efficacité (Jean-Daniel Delley)

Les leçons d'une approche scientifique et expérimentale

L'économie et l'éducation, premières scènes d'un futur ménage commun (Yvette Jaggi)

Le Conseil fédéral réorganise les départements radicaux

«Le Matin Dimanche», Addax et Pain pour le prochain (Federico Franchini)

Accaparement des terres: la bataille de la communication fait rage entre investisseurs et ONG

Axpo et l'uranium russe (Federico Franchini)

L'origine parfois douteuse du combustible des centrales nucléaires helvétiques

Le travail aliéné par la monnaie

André Gavillet • 4 juillet 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/17981>

Des remèdes pour les entreprises touchées par la cherté du franc

Le parti socialiste suisse⁶ demande au Conseil fédéral et à la Banque nationale de tout faire pour que le franc suisse ait un rapport de change constant avec l'euro. Car le jeu de la concurrence est faussé quand la monnaie, qui n'est en principe qu'une traductrice permettant de passer d'une langue à l'autre, se met à surenchérir dans l'interprétation des textes.

Le prix en francs suisses pour un acheteur venant de la zone euro est surévalué comme si, à qualité égale, il payait le prix d'une marque. Ce n'est durablement pas supportable. Et l'entreprise peut songer à délocaliser ou à diminuer ses coûts salariaux. On comprend dans cette perspective l'inquiétude des syndicats.

Marge de manœuvre

La Banque nationale peut-elle réagir? Ses moyens sont limités à la taille du pays. Lorsqu'il y a deux ans, elle s'efforça de soutenir l'euro, elle s'essouffla; les pertes furent lourdes et la distribution du bénéfice

remise en question, au détriment des cantons qui attendaient leur part. Elle peut, plus modestement, rendre le franc suisse peu attractif, en maintenant des taux d'intérêt le plus bas possible – mais le franc est souvent, comme l'or, recherché davantage pour sa plus-value que pour le rendement du placement. Et il n'est pas question de dévaluer le franc suisse, puisque son cours nous est imposé par le marché dont les fluctuations échappent au politique.

Les entreprises qui exportent peuvent réduire leur marge pour rester compétitives. Mais très vite elles envisagent une réduction des charges, les salaires étant le poste le plus important de la production. Par conséquent, dans la gamme des mesures possibles, elles refuseront toute indexation au coût de la vie; elles n'accepteront pas des améliorations individuelles ou toute augmentation de la masse salariale. Plus pénalisant encore, elles exigeront une réduction des salaires ou une augmentation de la durée du travail non rétribuée, comme vient de le faire Lonza⁷.

Ces mesures sont inacceptables par leur injustice, car elles font payer par quelques-uns seuls un changement de condition sans rapport avec le travail accompli. Le refus des secteurs touchés doit être soutenu à l'échelle nationale.

Deux possibilités d'action

L'image internationale de la Suisse demeure celle d'une place financière dont les dimensions sont à une autre échelle que la taille du pays. Malgré quelques retouches aux traités de double imposition selon les critères de l'OCDE, la Suisse demeure le pays du secret bancaire endurci. La concurrence fiscale en fait un pays attractif pour les personnes morales, un pays indépendant des ukases des dirigeants de la zone euro. Dès lors, la demande de francs suisses s'inscrit dans la logique de notre place financière. Il y a contradiction d'intérêt entre deux branches du capitalisme suisse: les producteurs qui exportent et les banquiers qui gèrent. Une négociation rapide du différend fiscal avec l'Union européenne, le règlement de la liberté

abusive laissée aux cantons dans l'imposition des holdings et autres sociétés seraient un geste spectaculaire et légitime qui dé-surévaluerait le franc suisse.

La seconde intervention doit concerner directement les industries d'exportation, notamment là où sont menacées les conditions de travail. Une application extensive de la loi sur les risques à l'exportation⁸ est

exigible. L'article 5 précise que la Confédération, par le biais de l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (ASRE), entend «*créer et maintenir des emplois en Suisse*» et qu'elle «*peut confier à l'ASRE d'autres tâches relevant de la politique économique extérieure*». En l'occurrence, il s'agirait d'assurer que le paiement en euros correspondra en francs suisses à la valeur des monnaies à la date de la

signature du contrat, ou en référence à une date prédéterminée. L'extension de cette mesure devrait intervenir en urgence.

Cette garantie contre les pertes de change coûtera quelques millions que la Confédération aura à assumer – bien moins que les milliards du sauvetage d'UBS. Mais la solidarité nationale a un prix si l'on ne veut pas se contenter de bonnes paroles.

La santé de l'Allemagne est plus importante que le prix du franc

Alex Dépraz • 4 juillet 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/17973>

Les exportations helvétiques ne dépendent que de manière modérée des taux de change

La cherté du franc menace les entreprises exportatrices: même s'ils diffèrent sur le remède, patronat et syndicats, gauche et droite, ne discutent pas le théorème économique du moment. Le raisonnement est logique: lorsque le franc suisse s'apprécie au regard des devises de nos principaux clients – l'euro, mais aussi le dollar ou le yen – les produits suisses deviennent

automatiquement plus chers. Ils sont donc moins vendus.

Toutefois, comme dans n'importe quel marché, le prix n'est qu'un des facteurs qui influence la demande des produits d'exportation. La demande des produits d'exportation dépend également de la santé économique de nos partenaires commerciaux. S'ils sont en forte croissance, ils nous achètent plus de biens.

Alors, du taux de change ou de la bonne conjoncture économique, quel est le

facteur déterminant?

Une étude de Credit Suisse réalisée en 2009⁹ avait comparé l'élasticité des exportations par rapport à la demande étrangère et par rapport au taux de change. Elle arrive à la conclusion que le volume des exportations suisses est très sensible à la croissance des partenaires commerciaux tandis qu'il est «*relativement inélastique par rapport aux fluctuations des taux de change*». Ainsi, si l'Allemagne a une forte croissance

économique comme en 2010¹⁰ (3,6%), les exportations suisses vers ce pays croissent en règle générale du double, soit de 7,2%. Alors que si le franc s'apprécie de 1%, la diminution n'est que de moitié soit 0,5%.

Les exportations suisses ont donc beaucoup plus souffert de la crise financière de 2007¹¹ qui a entraîné un ralentissement quasi

mondialisé de la croissance que de l'actuelle cherté du franc. Grâce à la croissance soutenue de nos clients – et surtout de l'Allemagne qui bénéficie, elle, de la baisse de l'euro -, les exportations suisses se portent actuellement bien.

A cela s'ajoute que les produits helvétiques se caractérisent par leur haute qualité ainsi que par leur forte intensité de

connaissance et de recherche. Les acheteurs ne renoncent pas facilement à la qualité et à l'innovation même si les prix augmentent quelque peu.

Une raison de plus pour que les salariés refusent d'accepter les sacrifices demandés par un secteur économique qui semble profiter de l'occasion pour diminuer ses coûts.

Lutte contre la pauvreté: quand les clichés le disputent à l'efficacité

Jean-Daniel Delley • 2 juillet 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/17939>

Les leçons d'une approche scientifique et expérimentale

La majorité du Grand Conseil zurichois veut interdire aux bénéficiaires de l'aide sociale de posséder ou de louer un véhicule automobile²⁵. Ainsi réapparaît, s'il avait jamais disparu, le cliché du pauvre incapable de gérer son quotidien et qu'il faut mettre sous tutelle.

Un cliché présent non seulement à Zurich et dans quelques cantons qui pratiquent déjà cette interdiction, mais qui caractérise trop de politiques

bien intentionnées de lutte contre la pauvreté partout dans le monde. Car offrir une aide aux plus démunis sans que ces derniers puissent définir leurs besoins constitue déjà une mise sous tutelle.

C'est ce que dénonce l'économiste française Esther Duflo²⁶, enseignante au *Massachusetts Institute of Technology* et au Collège de France, mais surtout infatigable chercheuse de terrain (*Das Magazin* 25/2011).

Si l'on veut combattre efficacement la pauvreté, il

faut tout d'abord savoir qui sont les pauvres, comment ils vivent. Or les données fiables à ce sujet sont étonnamment rares. L'image que nous avons de la pauvreté reflète surtout notre ignorance et nos préjugés.

Ensuite il est indispensable d'évaluer avec précision les effets de l'aide. Esther Duflo ne se satisfait ni des théories générales ni de slogans. Depuis 15 ans, elle conduit des expériences et récolte des informations sur les cinq continents. Elle a pu constater que les plus pauvres sont pour la plupart des êtres rationnels qui

cherchent un mieux-être. Et que ce mieux-être peut émerger d'un plaisir autre qu'un simple supplément calorique.

Si elle disposait de plus d'argent, une famille marocaine affirme qu'elle achèterait plus à manger; l'enquêtrice demande alors pourquoi cette famille, qui ne bénéficie pas du minimum calorique, s'est procuré un poste TV, une antenne parabolique et un lecteur DVD: parce que la télévision est plus importante que le manger! Lorsque des familles chinoises peuvent acquérir du riz à prix réduit, elles utilisent l'argent ainsi économisé pour acheter de la viande et des crevettes, abaissant parfois même leur

consommation de calories.

Pour ce qui est de la scolarisation des enfants, il ne s'agit pas tant de construire des bâtiments que d'assurer la présence des élèves... et des enseignants. Une campagne de vermifugation des enfants – désormais en meilleure santé – a permis d'abaisser de manière significative le taux d'absentéisme. Et, à plus long terme, les enfants ayant bénéficié de ces campagnes, ont obtenu comme adultes des revenus supérieurs. Quant aux maîtres, l'obligation de fournir aux autorités une photo datée électroniquement avec leur classe le matin et en fin de journée a suffi à assurer une présence en hausse et,

partant une meilleure formation des élèves.

On le comprend, Esther Duflo et ses équipes pratiquent l'expérimentation en double aveugle, à la façon des médecins: un groupe bénéficie de la mesure, l'autre pas. L'observation et la comparaison des résultats permet de tirer des conclusions en matière d'efficacité.

Tout le contraire des propositions de l'UDC, qu'elles concernent les bénéficiaires de l'aide sociale, les requérants d'asile ou les étrangers. Toutes sont issues d'idées reçues et conçues non pas pour résoudre un problème, mais pour en tirer un avantage électoral.

L'économie et l'éducation, premières scènes d'un futur ménage commun

Yvette Jaggi • 4 juillet 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/17991>

Le Conseil fédéral réorganise les départements radicaux

Le département fédéral de l'économie (DFE) est, avec celui de la défense, le seul dont les bourgeois se soient réservé de tout temps la direction. De 1848 à

aujourd'hui, les radicaux ont fait de l'économie leur domaine d'exclusivité, tout juste momentanément concédé aux démocrates-chrétiens Kurt Furgler de 1983 à 1985 puis Josef Deiss et Doris Leuthard de 2003 à 2009. Venu de l'économie, Johann Schneider-Ammann

a renoué sans coup férir avec la tradition radicale, s'installant paisiblement à la tête du DFE.

Quant à son collègue de parti, Didier Burkhalter, chef du lourd département fédéral de l'intérieur (DFI) depuis 2009, il vient de subir, dans le cadre d'une miniréforme² du

gouvernement, l'ablation de tout un pan de ses activités: l'éducation supérieure, en particulier les deux écoles polytechniques fédérales de Zurich et Lausanne, ainsi que la recherche scientifique, pilotée par le Fonds national. Ces deux domaines rejoindront donc, dès le 1er janvier 2013, la formation professionnelle dont s'occupe depuis longtemps le DFE. Une manière de garantir que la préparation des générations à venir restera entre des mains radicales. Une manière d'indiquer le choix que ferait le parti libéral-radical au cas, nullement exclu, où sa représentation au Conseil fédéral se réduirait à un seul élu en décembre prochain.

En prenant enfin la semaine dernière l'option d'un regroupement, l'exécutif a cédé à une revendication des Chambres, qui réclamaient en vain depuis des années un rattachement unique des secteurs de la formation, de la recherche, de la technologie et de l'innovation. A bout de patience, les parlementaires n'ont pas hésité à faire monter la pression, menaçant de s'attribuer la compétence³ de regrouper et de réorganiser des unités de l'administration fédérale.

L'influence des milieux économiques et l'avis des

hautes écoles

Bien entendu, la fédération des entreprises économiquesuisse approuve une manœuvre qu'elle a sans doute inspirée auprès de nombreux élus. Comme elle influe par ailleurs ouvertement sur les délibérations qui se poursuivent depuis deux ans à propos du projet de loi fédérale sur l'aide aux hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LAHE).

L'organisation faïtière des milieux économiques reproche⁴ à ce projet de ne pas résister à la tentation planificatrice, de faire la part trop belle au cantonalisme universitaire comme aux intérêts régionaux et, surtout, de ne pas préparer les hautes écoles à la concurrence qu'elles devront affronter, pour leur accréditation et celles de leurs programmes. Aux divers critères retenus dans le projet fédéral pour cette reconnaissance, le Conseil national a tenu à rajouter celui de l'employabilité des diplômés, demandant en outre de prendre en compte, pour l'octroi de contributions à l'enseignement, «*l'entrée en activité des diplômés*». Nous voilà soudain proches de la Chine⁵, où certaines universités ne délivrent les diplômes dûment obtenus

que sur présentation d'un certificat d'embauche. En clair: le paysage des hautes écoles suisses ressemble de plus en plus à un marché.

Côté hautes écoles précisément, les avis sont moins catégoriques. Les universités cantonales craignent la prépondérance des évaluations quantitatives, notoirement défavorables aux sciences humaines. L'EPFZ espère bien voir enfin neutralisés les privilèges dont sa sœur cadette de Lausanne aurait indûment bénéficié pendant près de vingt ans, grâce à la présence de trois personnalités romandes à la tête du DFI, de Ruth Dreifuss à Didier Burkhalter en passant par Pascal Couchepin. Rien de plus pénible pour des habitués de la condition majoritaire que de devoir partager un pouvoir dont ils s'estiment pleinement détenteurs. Quant aux hautes écoles spécialisées et à leurs homologues pédagogiques, elles ont de bonnes raisons de contempler le paysage avec toute la confiance désormais trouvée.

Un regroupement raisonnable à condition...

Au total, on doit reconnaître que le rattachement unique de la formation supérieure et de la recherche comme de l'innovation et de la

technologie, trouve son sens, non seulement du point de vue de la complémentarité des matières et niveaux mais aussi, plus trivialement, des équilibres budgétaires. Car même amputé, le DFI restera le département doté du plus gros budget (environ 15 milliards de francs) et, même augmenté, le DFE comptera toujours un nombre relativement modeste de collaborateurs, se partageant environ 1900 postes à plein

temps.

Reste à poser les conditions de fonctionnement du nouveau DFE, où cohabiteront des unités aux statuts différents: services administratifs en gestion directe par définition, entités jouissant d'une autonomie plus ou moins étendue, selon les régimes pratiqués dans le domaine des EPF, pour la Commission de la concurrence, le Surveillant des prix ou l'Institut des

hautes études en formation professionnelle.

Reste aussi à trouver le nom du futur DFE augmenté. Dans la soudaine précipitation mise le 29 juin dernier à miniréformer le gouvernement, on a oublié cette option hautement symbolique. Selon l'appellation que l'on choisira, la greffe «*Economie plus Education*» prendra plus ou moins bien – et plus ou moins vite.

«Le Matin Dimanche», Addax et Pain pour le prochain

Federico Franchini • 3 juillet 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/17951>

Accaparement des terres: la bataille de la communication fait rage entre investisseurs et ONG

Présenter de manière exclusivement positive les biocarburants, alors même que ceux-ci sont mis en question pour leur rôle dans la hausse de prix des denrées alimentaires. Diffuser la pensée unique d'une entreprise dont l'image est écornée par de récents rapports d'ONG et discréditer ces mêmes organisations. C'est ce triste journalisme qu'a pratiqué *Le Matin*

Dimanche dans un article, *Addax investit 310 millions pour faire de l'éthanol en Sierra Leone*¹², paru le 19 juin dernier.

Sujet central de l'article d'Elisabeth Eckert, la société genevoise Addax Bioenergy et son projet de production de canne à sucre en Sierra Leone (DP 1913¹³). Dès les premières lignes, on constate que l'article relève plus de la propagande en faveur de l'entreprise que d'un reportage indépendant et d'une analyse objective du phénomène d'accaparement des terres et de la production

des biocarburants.

Ces derniers temps, Addax et les biocarburants sont au centre de l'attention médiatique. Le *New York Times*¹⁴ vient de consacrer un article à Jean Claude Gandur, ce commerçant suisse propriétaire de la société qui, après être devenu milliardaire grâce au pétrole, parie maintenant sur les biocarburants. La production d'éthanol est très controversée. De nombreux acteurs actifs dans la lutte contre la faim tiennent cette production pour responsable de la dramatique flambée des

prix des produits alimentaires. Les arguments permettant d'émettre quelques doutes sur le projet d'Addax ne manquent pas. La Sierra Leone n'est pas autosuffisante pour son alimentation. Le fait de produire 90'000 m³ d'agrocultures pour le marché européen est pour le moins discutable. Le rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation vient de rappeler¹⁵ que l'interconnexion de plus en plus marquée des marchés de l'énergie et des marchés agricoles est évidente et dangereuse.

L'article de l'hebdomadaire dominical ne tient guère compte de ces critiques. Pourtant, deux études récentes montrent l'impact négatif du projet sur la population locale. La première¹⁶, réalisée par l'ONG canadienne Oakland Institute, souligne les risques que font courir les fonds spéculatifs et les achats de terres dans les pays en développement. Ce rapport consacre trois pages au cas d'Addax en mettant l'accent sur l'écart entre le discours de l'entreprise et la réalité du terrain. Un autre rapport¹⁷ publié le 15 juin et commandé par le Réseau sierra-léonais pour le droit à l'alimentation (SiLNoRF),

soutenu également par la fondation suisse Pain pour le prochain (PPP), arrive à la même conclusion: malgré les promesses (orales) d'Addax, les communautés locales sont de plus en plus confrontées à l'insécurité alimentaire, seuls quelques membres des élites locales profitant du projet.

Addax conteste¹⁸ les résultats de ce dernier rapport, qu'elle juge polémique et tendancieux, «écrit dans l'objectif de créer une résonance médiatique maximale afin d'imposer ces ONG comme interlocuteurs incontournables dans un processus de coordination déjà mis en œuvre par Addax Bioenergy et les populations locales». C'est le bon droit d'Addax d'exprimer son point de vue pour contrecarrer les attaques dont la société fait l'objet. Elle a trouvé dans *Le Matin Dimanche* un relais bienveillant, qui non seulement fait l'éloge de son projet et de ses efforts¹⁹ en matière de développement durable, mais attaque également les opposants suisses, considérés comme illégitimes. La cible principale est PPP et Yvan Maillard Ardeni, responsable «marchés financiers, dettes et corruption» de la fondation, accusé d'avoir piloté l'étude. L'auteur de l'article ne fait preuve d'aucun esprit

critique. La critique ne s'adresse qu'aux opposants, accusés de «conserver les paysans africains dans la dépendance et la misère plutôt que de favoriser un développement économique durable».

Inélégant, le texte en vient même à citer un courriel privé envoyé par Maillard Ardeni à Nikolai Germann, le directeur du projet. On imagine aisément la source²⁰ de ce mystérieux document «dont *Le Matin Dimanche* a pris connaissance» et qui n'apporte rien au débat. Il ne s'agit de rien d'autre que d'un «flak»²¹, un contrefeu, terme utilisé par les spécialistes pour définir l'effort ciblé pour discréditer les organisations et les individus qui sont en désaccord ou émettent des doutes à l'encontre des assertions dominantes.

PPP a envoyé une lettre de réponse²², reléguée en avant-dernière page du *Matin Dimanche* du 26 juin. Une réponse forcément sommaire et dont l'impact médiatique ne peut pas être comparé à l'article en question. La fondation a rédigé un document²³ de quatre pages relevant et recontextualisant douze affirmations inexacts répertoriées dans l'article. Un récent reportage²⁴ de la

télévision alémanique en Sierra Leone montre également que le projet d'Addax n'est pas aussi performant que *Le Matin Dimanche* et Addax le prétendent. Mais les lecteurs de l'hebdo dominical n'en

sauront rien.

Chacun est libre d'avoir son opinion sur le sujet. Addax a certainement fait des efforts en matière de communication et dans la prise en compte de certains aspects sociaux. Mais un

journal qui se veut d'information ne peut se limiter à présenter des faits sur la seule base des informations fournies par l'entreprise concernée et par son agence de communication.

Axpo et l'uranium russe

Federico Franchini • 30 juin 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/17930>

L'origine parfois douteuse du combustible des centrales nucléaires helvétiques

Lorsqu'on évoque les risques liés à l'énergie nucléaire, on fait le plus souvent référence au fonctionnement des centrales et aux déchets produits. Pourtant, en amont, l'extraction de l'uranium et son traitement se révèlent également problématiques.

Pour les partisans²⁷ du nucléaire, l'approvisionnement en combustible constitue un facteur qui parle en faveur de cette source d'énergie, l'extraction s'effectuant dans des pays politiquement stables, démocratiques et où les droits des travailleurs et de l'environnement sont respectés. Or dans des pays comme le Niger²⁸ (10% de la production mondiale) et

la Russie²⁹ (17%), les lieux d'extraction et de production d'uranium sont caractérisés par des fortes contaminations, dont les conséquences sociales et environnementales sont incalculables.

La question de l'origine et de la traçabilité de ce combustible qui permet à nos centrales de fonctionner ne peut donc être éludée. Comment peut-on garantir que les fournisseurs d'uranium respectent les dispositions environnementales et sociales dans les pays étrangers ? Les centrales suisses pourraient-elles fonctionner sans utiliser du combustible dont l'origine n'est pas douteuse ? Le député vert Geri Müller a déposé en avril dernier une motion³⁰ demandant au Conseil fédéral d'introduire la

déclaration obligatoire de toute importation d'uranium, en détaillant le cheminement suivi par ce produit depuis son extraction jusqu'à son importation en Suisse.

Le Conseil fédéral a rejeté cette motion, la Suisse ne pouvant exiger, pour des raisons de souveraineté, que d'autres pays tiennent compte des normes environnementales. Le gouvernement souligne que l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) a demandé aux exploitants des centrales nucléaires suisses, sur une base volontaire, de lui fournir les informations sur la provenance des matériaux nucléaires. Le gouvernement est conscient du fait qu'il est très difficile de garantir un contrôle sans faille des matériaux nucléaires à l'étranger et que «*la traçabilité de la provenance*

de ces matériaux nucléaires n'est donc pas garantie».

Le cas de l'uranium russe utilisé dans les centrales de Leibstadt et Beznau met en évidence les difficultés de gérer la traçabilité de l'uranium et d'en confier le contrôle aux importateurs. En novembre dernier, à la suite des critiques émises par Greenpeace, l'entreprise énergétique Axpo³¹ a été contrainte d'admettre que la traçabilité déclarée concernant l'origine de l'uranium utilisé à Beznau et Leibstadt était fautive. L'organisation écologiste avait demandé³² de ne plus acheter du combustible nucléaire d'origine russe, produit en grande partie dans l'usine de retraitement d'uranium de Mayak, dans l'Oural sibérien, à 2000 km de Moscou. Cette localité est considérée par Greenpeace comme «*un des lieux les plus irradiés au*

monde», non seulement à cause d'accidents dans le passé, mais aussi parce que, selon l'ONG, l'usine déverse régulièrement de l'eau radioactive dans la rivière Tetcha. Une pratique qui a des conséquences néfastes sur la population locale, les taux de cancer étant largement supérieurs à la moyenne.

«*Nous nous sommes trompés*» avait déclaré devant la presse³³ Manfred Thumann, le patron d'Axpo. Le groupe énergétique a admis n'avoir pas vérifié l'origine de l'uranium russe utilisé dans les centrales argoviennes. En effet, pour les usines de Beznau et Leibstadt, Axpo est approvisionné par la société française Areva. Cette dernière achète auprès de l'entreprise russe MSZ Elektrosal le combustible nucléaire, dont une partie est fabriqué à Majak.

La récente décision des autorités russes d'interdire à une délégation d'Axpo la visite des installations de Mayak ne fait qu'alimenter la suspicion quant aux conditions de production de ce combustible. Au mois de novembre, Manfred Thumann ne cachait pas ses doutes: «*Je n'ai pas un bon sentiment, nous allons peut-être découvrir des choses qui ne nous plaisent pas*». La décision de renouveler pour dix ans le contrat avec l'entreprise fournisseur aurait dû se prendre après cette visite. Pour le moment, Axpo se contente d'affirmer que les connaissances actuelles ne permettent pas³⁴ de déterminer avec certitude si les procédures de retraitement à Mayak occasionnent des charges radioactives supplémentaires sur l'homme et l'environnement.

Ce journal et le site sont publiés par la SA des éditions Domaine Public

P.A. Alex Dépraz - Chemin de Chandieu 10 - CH 1006 Lausanne - CP 10-15527-9 Lausanne

Liens

1. <http://www.domainepublic.ch/pages/1917#>
2. <http://www.admin.ch/aktuell/00089/index.html?lang=fr&msg-id=39931>
3. <http://www.parlament.ch/f/mm/2011/Pages/mm-wbk-s-2011-06-28.aspx>
4. http://www.economiesuisse.ch/fr/themen/bil/hochschulpolitik/pages/_detail.aspx?artID=article_hfkg_20110620
5. http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/07/01/lettre-d-asie-petite-lecon-de-chinois_1543492_3232.html

6. <http://www.sp-ps.ch/fre/Medias/Communiques/2011/La-politique-economique-radicale-ronronne>
7. <http://www.24heures.ch/depeches/suisse/lonza-temps-travail-augmente-contrer-franc-fort>
8. http://www.admin.ch/ch/f/rs/c946_10.html
9. https://infocus.credit-suisse.com/data/_product_documents/_articles/256954/090331_branchen_aussenhandel_fr.pdf
10. <http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20110421trib000616910/la-croissance-allemande-a-quasiment-double-au-1er-trimestre.html>
11. http://www.swissinfo.ch/fre/A_La_une/Archive/Quand_1&%238217%20Allemagne_s&%238217%20enrhume_la_Suisse_tousse.html?cid=3314558
12. <http://www.lematin.ch/actu/economie/addax-investit-310-millions-pour-faire-de-lethanol-en-sierra-leone>
13. <http://www.domainepublic.ch/articles/17563>
14. http://www.nytimes.com/2011/06/16/business/global/16ethanol.html?pagewanted=1&_r=4
15. <http://archives.24heures.ch/VQ/LAUSANNE/-/article-2011-06-2406/interview-le-g20-se-reunit-pour-reguler-les-marches-des-denrees-agricoles>
16. http://media.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/OI_Addex_Brief.pdf
17. http://www.ppp.ch/fileadmin/francais/Politique_developpement/Entreprises_et_droits_humains/Addax/Independent_Study_Report_Addax_Final_01.pdf
18. <http://www.domainepublic.ch/wiki/extensions/FCKeditor/fckeditor/editor/Www.business-humanrights.org/Links/Repository/1006856/jump>
19. <http://www.addax-oryx.com/AddaxBioenergy/Communique-Addax-Bioenergy-signe-accord-de-financement-FINAL-17-juin-2011.pdf>
20. <http://www.business-humanrights.org/Links/Repository/1006856/jump>
21. http://en.wikipedia.org/wiki/Propaganda_model#Flak
22. <http://static.lematin.ch/ppp.pdf>
23. http://www.ppp.ch/fileadmin/francais/Politique_developpement/Entreprises_et_droits_humains/Addax/Erratum_Matin_Dimanche_def_110621.pdf
24. <http://www.sendungen.sf.tv/eco/Nachrichten/Archiv/2011/06/20/Uebersicht/Schweizer-Rohstoff-Firma-laesst-afrikanische-Bauern-verzweifeln>
25. <http://www.tagesanzeiger.ch/zuerich/region/AutoStopp-fuer-Sozialhilfeempfaenger/story/18667484>
26. http://fr.wikipedia.org/wiki/Esther_Duflou
27. <http://www.nuklearforum.ch/124073371932-fr-index.html>
28. <http://www.criirad.org/actualites/dossiers2005/niger/somniger.html>
29. <http://archive.greenpeace.org/mayak/mayakstory/index.html>
30. http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20113343
31. <http://www.axpo.ch/axpo/fr/home.html>
32. <http://www.greenpeace.org/switzerland/fr/publications/actualites/atome/lettre-ouverte-axpo/>
33. <http://www.tsr.ch/info/suisse/2708082-axpo-la-provenance-douteuse-de-l-uranium-confirnee.html>
34. http://www.romandie.com/news/n/Axpo_ne_pourra_pas_visiter_l_usine_de_retraitement_de_Mayak_en_Russie200620110606.asp